

LECO

de la semaine

17 au 23 Mai 2025



SOMMAIRE

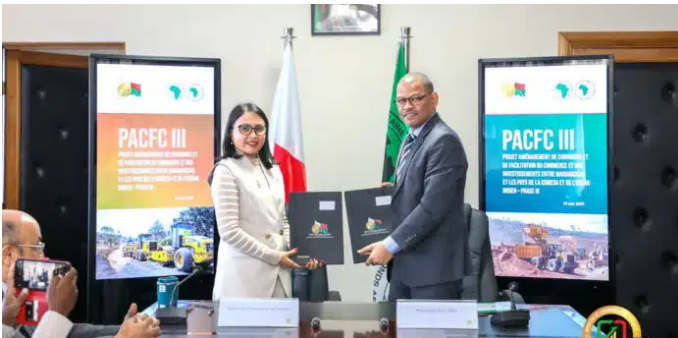
BAD-Madagascar : 125 millions d'unités de compte pour le PACFC III	2
Événement : La qualité des produits « Vita malagasy » exposée au Kianja Barea	2
Coopération – Roland Kobia appelle à la mise en place de mesures d'accompagnement et de suivi pour garantir les impacts des nouvelles infrastructures	3
Financement – Émergence de la finance verte avec le programme Sunref Madagascar.....	4
Transport aérien : La rénovation de dix aéroports secondaires de Madagascar en discussion avec la Banque mondiale, selon Atou Seck	4
Appui à la commercialisation : 105 glaciers remises aux petits pêcheurs de Marolomainty, région Androy	5
Accès à l'électricité : Un mini-réseau solaire dans la commune de Fidirana, district de Mandoto	5
Emploi des jeunes : Une dynamique relancée à Toliara avec le projet « Ainga Atsimo »	5
Riziculture - Récolte en baisse sur la plaine de Betsimitatatra.....	6
Élevage : Seuls 5,7% du budget national, alloués au secteur	6
Journée mondiale des abeilles : Un appel à protéger les pollinisateurs pour la sécurité alimentaire	7
Industrialisation - Madagascar et l'ONUDI renforcent leur partenariat.....	7
Rallye des industries - Les étudiants confrontés aux réalités du secteur productif.....	8
Systèmes alimentaires : Madagascar s'inscrit au Compte à rebours des transformations	8
Vanille : Certains exportateurs craignent une réduction du nombre d'agréments	9
Exportation vers l'Europe : l'évolution des règles à prendre en compte	9
Riz hybride à Amparafaravola : les rendements sont passés de 3 à 9 tonnes par hectare	10
SYMABIO : Mahazo vahana ny famokarana Bio.....	10
Coopération - L'UE réaffirme son engagement à Madagascar	11
Forum MEDEF International – Afrique du Sud : Marc Ravalomanana, en quête de partenaires africains à Paris.....	11
Fifanakalozana ara-barotra-ZLECAf : Omena vahana ny orinasa tsy miankina	12
Énergie Durable : Cinq projets innovants récompensés par l'IED.....	12
Aides au développement - Financement insuffisant pour le secteur de l'élevage.....	13
Jonathan Ranjatoelina : « Mieux structurer la mobilité étudiante africaine »	14
Services bancaires : Sipem Banque s'engage aux côtés des PME.....	15
Importation de couvertures : les entreprises malgaches mises à mal.....	15
Filets sociaux : 1,26 million de familles vulnérables accompagnées.....	16

BAD-Madagascar : 125 millions d'unités de compte pour le PACFC III

R.EDMOND | 17 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

La Banque Africaine de Développement continue d'appuyer les efforts de développement déployés par le gouvernement.

La ministre de l'Économie et des Finances Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison et le représentant pays de la BAD a signé, hier un accord de prêt d'un montant de 125 millions d'Unités de Compte (environ 95 millions de dollars US), en faveur de la troisième phase du « Projet d'Aménagement de Corridors et de Facilitation du Commerce et des Investissements entre Madagascar et les pays de la COMESA et de l'Océan Indien » (PACFC III).



Réformes stratégiques

Ce projet, dont le coût total s'élève à 174,66 millions UC, est cofinancé par le Fonds de Solidarité Africain (FSD), le Fonds de l'OPEP pour le Développement International (OFID) et une contribution nationale. Il permettra de renforcer les connexions régionales, notamment à travers l'Océan Indien et le Corridor de Beira, avec pour point d'entrée stratégique le port de Beira. Le PACFC fait ainsi partie des réformes stratégiques engagées par le gouvernement malgache dans le secteur des transports, en vue de favoriser l'intégration de Madagascar dans les

corridors économiques régionaux et internationaux. Il vise notamment l'extension et la modernisation d'infrastructures de transport essentielles : ports, transport fluvial et maritime, cabotage, réseau ferroviaire, routes, ainsi que le développement d'infrastructures digitales indispensables à l'efficacité logistique.

Durabilité

Les deux premières phases du projet, d'un montant total de 187,38 millions UC (dont 31,25 millions UC de dons de la BAD), ont déjà permis d'améliorer significativement l'accès et la circulation dans la même zone d'intervention. La Phase III poursuivra cet élan, en veillant à la durabilité et à l'impact social des infrastructures réalisées. A court terme, cette troisième phase vise à désenclaver totalement le sud de Madagascar par l'ouverture et l'opérationnalisation de corridors de transport, et à renforcer les procédures de facilitation du commerce entre les ports de Tuléar et de Beira. A long terme, l'objectif est de promouvoir l'intégration économique régionale, augmenter les investissements et le commerce intra-régional, améliorer la sécurité portuaire et maritime, et garantir un accès élargi aux marchés pour les produits malgaches, dans le cadre de la Zone de Libre Échange Continentale Africaine. Le projet est composé de la réhabilitation et la construction de routes pour assurer une circulation sûre et économique dans les régions Atsimo-Andrefana et Menabe ; de la facilitation du commerce régional du renforcement de la sécurité maritime, l'accroissement du commerce intra-régional, et de la promotion de l'innovation technologique et industrielle, ainsi que des aménagements et activités connexes pour le développement des infrastructures communautaires et l'autonomisation des populations vulnérables.

Événement : La qualité des produits « Vita malagasy » exposée au Kianja Barea

R.EDMOND | 17 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

L'événement commercial grand public à ne pas manquer ce week-end est probablement les journées des branches de production nationales qui ont débuté hier au Kianja Barea pour ne se terminer que demain.

Un événement qui a le mérite de montrer aux consommateurs que les produits locaux issus de l'industrie malgache n'ont rien à envier aux produits importés.

Produits compétitifs

Et les visiteurs ne seront pas déçus puisque les 93 exposants qui participent à cette manifestation proposent des produits très compétitifs issus de plusieurs secteurs dont l'alimentation, et les outils ménagers...Placé sous le thème « Vita malagasy tiako ka arovako », littéralement, « made in Madagascar, j'aime et je protège », cet

événement organisé par l'Autorité nationale chargée des mesures correctives (ANMCC) constitue également une véritable plaidoirie pour la protection des produits de l'industrie locale. Une industrie qui subsiste, malgré les difficultés de toutes sortes, et qui, surtout arrive à mettre à la disposition des consommateurs des produits de grande qualité et à des prix qui défient toute concurrence.

Concurrence déloyale

Une industrie locale qui subit malheureusement les effets néfastes de la concurrence parfois déloyale des produits

importés et qui méritent plus que jamais une meilleure protection. Tina Rasamimanana, président du Syndicat des Industries de Madagascar, témoigne de cette compétitivité de l'industrie locale. « L'industrie malgache n'a pas peur de la concurrence, mais il faut que la règle du jeu soit la même pour tous », a-t-il défendu. Une manière non seulement de dénoncer les mauvaises pratiques concurrentielles émanant des importations mais également de faire remarquer qu'il y a encore des failles concernant les mesures de protection de l'industrie locale. Heureusement que la donne est appelée à changer avec la détermination affichée par l'ANMCC de renforcer les mesures de protection dont elle a la charge.

Mesures correctives

Au cours de son intervention hier lors d'une conférence entrant dans le cadre des journées des branches de production nationales, Barthélémy, le directeur général de l'ANMCC a rappelé les principales missions de cet organisme rattaché au ministère de l'Industrialisation et du Commerce. En l'occurrence, l'applicabilité des mesures correctives nationales à travers des dispositifs comme les mesures antidumping, les mesures compensatoires, et surtout les mesures de sauvegarde qui consiste à appliquer des droits de douanes additionnels aux produits importés qui menacent la production locale. « Nous mettons en place tous les dispositifs pour une meilleure efficacité des mesures correctives », selon toujours le DG de l'ANMCC.

Coopération – Roland Kobia appelle à la mise en place de mesures d'accompagnement et de suivi pour garantir les impacts des nouvelles infrastructures

17 MAI | 2424.MG

La question de l'entretien des routes de nouveau abordée. Après le représentant résident de la Banque mondiale à Madagascar, Atou Seck, à Ampanihy, c'est l'ambassadeur de l'Union européenne à Madagascar, Roland Kobia, qui évoque le sujet à Toliara. Pour le diplomate, la réussite d'un projet d'infrastructure ne se mesure pas uniquement à sa construction, mais à sa capacité à générer un impact durable pour les populations. Et cela passe, selon lui, par des mesures d'accompagnement et un suivi rigoureux.

« Ce travail aura plus d'impact, positif et durable pour le pays, lorsque chaque partie va le faire fructifier dans l'intérêt du pays, au travers des mesures d'accompagnement et de suivi, une fois que le projet sera réalisé », déclare-t-il dans son discours lors de l'inauguration de la digue de Kiembe à Toliara. Pour lui, les bénéfices attendus de la nouvelle infrastructure ne sauraient donc être durables et pérennes que si des efforts sont faits pour en assurer, entre autres, l'entretien, une bonne gestion et une utilisation adéquate.

A Ampanihy, lors de la cérémonie de lancement officiel des travaux de réhabilitation de la RN10 reliant Ambovombe à Andranovory vendredi, le représentant de la Banque mondiale a déjà insisté sur l'importance de l'entretien et de la protection des routes. « Construire des routes, c'est essentiel, mais cela ne suffit pas. Il faut aussi les entretenir régulièrement et les protéger des surcharges pour qu'elles durent », a-t-il souligné.

Deuxième pilier

Une détermination confirmée et soutenue par le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Ralambofiringa qui, en défenseur naturel du *vita malagasy*, a honoré de sa présence, la cérémonie d'ouverture des journées des branches de production nationales.



Une occasion pour le membre du gouvernement de féliciter les industriels locaux pour les efforts entrepris pour le développement de l'industrie locale. Il a également fait état de la détermination de son département à prioriser l'industrie locale qui entre d'ailleurs, dans le cadre du deuxième pilier que sont l'industrialisation et la transformation économique. « On a les potentiels, on a les services, on a le leadership, on a les règles du jeu et on peut avancer pour faire mieux », a conclu le ministre.

L'Union européenne, à travers la Banque européenne d'investissement (BEI), a financé à 100% la digue de Kiembe, rappelle Roland Kobia dans son discours. Cette nouvelle rocade, longue de 5km et avec une largeur de 7 m, relie le port Toliara à la route nationale RN7, puis directement vers l'aéroport. Elle vise à protéger les zones riveraines contre les inondations, fluidifier la circulation des poids lourds qui desservent le port, et offrir un nouvel espace public pour les habitants de Toliara, comme le rappelle Richard Rafidison, ministre des Travaux publics.

Dans son discours, Roland Kobia rappelle que l'Union européenne a financé au cours des années de coopération avec Madagascar la réhabilitation de plus de 2 500 km de route. Outre les 5 km de la digue de Kiembe, il a rappelé les chantiers actuellement en cours, comme la portion Tolagnaro – Ambovombe de la RN13, la RN12 entre Tolagnaro et Vangaindrano ou encore la portion Ambanja – Antsiranana de la RN6.

Autant de travaux qui « illustrent l'engagement renouvelé de l'Union européenne et de ses citoyens envers Madagascar » surtout « dans un contexte global compliqué où l'argent se fait rare », souligne-t-il, mettant en avant le fait que l'Union européenne reste « le premier donateur d'aide au développement et le premier partenaire commercial de Madagascar ».

Financement – Émergence de la finance verte avec le programme Sunref Madagascar

17 MAI | 2424.MG

Pari tenu pour Sunref Madagascar. Ce programme, qui était porté par l'Agence française de développement (AFD) avec le soutien de l'Union Européenne, a contribué à la promotion de la croissance verte et la transition énergétique au pays.



« Nous estimons que nous avons contribué à l'émergence d'une vraie finance verte », soutient Tiana Murielle Rabarivelo, chargée de projet pour le secteur privé de l'AFD. Elle a livré ce bilan, en marge de l'atelier de clôture du programme Sunref Madagascar, mercredi.

Depuis plus de quatre ans, Sunref Madagascar soutient les investissements des entreprises malgaches. Sa mise en œuvre avait permis de financer 24 projets

d'investissements, dont la grande partie dans l'énergie renouvelable, ajoutés à des projets sur l'environnement et en efficacité énergétique. Mais cinq projets supplémentaires ont également été approuvés.

Et des résultats saillants en termes d'impacts environnementaux et sociaux ont été rapportés. C'est le cas par exemple de 1,906 million de tonnes de CO2 économisées, des 2 582 tonnes de déchets traités annuellement ou encore les 3,264 MW de capacités installées.

Il avait par ailleurs été souligné lors de cet atelier que le programme a permis de démontrer que la finance verte et le développement économique pouvaient aller de pair. Et ce, grâce à des financements incitatifs octroyés via les banques partenaires, dont la BNI Madagascar et MCB Madagascar, et à un dispositif d'assistance technique.

C'est l'assistance technique de SunRef qui prend fin, précise Tiana Murielle Rabarivelo. Le financement vert, lui, devrait se poursuivre. « Cette assistance était censée apprendre aux banques comment gérer un projet de financement vert, et accompagner les porteurs de projets pour que leurs dossiers deviennent bancables », rappelle-t-elle. « Nous espérons que les banques sont maintenant capables et autonomes pour faire leurs propres dossiers sur un financement vert », lance-t-elle.

Transport aérien : La rénovation de dix aéroports secondaires de Madagascar en discussion avec la Banque mondiale, selon Atou Seck

17 MAI | 2424.MG

Des réflexions en cours. A en croire Atou Seck, représentant de la Banque mondiale à Madagascar, la rénovation des dix aéroports secondaires de la Grande Île fait partie des projets ambitieux et structurants actuellement en discussion entre l'État malgache et la Banque mondiale. Le sujet a été évoqué par ce responsable dans son discours à l'occasion du lancement officiel des travaux sur la Route nationale 10, à Ampanihy, vendredi.

La Banque mondiale pourrait ainsi participer au financement de ces chantiers. Selon Atou Seck, cela permettrait non seulement de renforcer la sécurité aéroportuaire, mais aussi de favoriser une augmentation des vols vers les régions.

Le ministre des Transports et de la Météorologie, Valery Ramonjavelo, avait déjà évoqué ce sujet. En avril, il avait

notamment annoncé des négociations autour d'un prêt de 30 millions de dollars destiné à la rénovation et à la modernisation des aéroports malgaches. Ces discussions sont en cours et devraient être finalisées prochainement, avait-il précisé à l'époque.

D'après le *Yearbook Madagascar*, le développement et la mise aux normes des aéroports internationaux gérés par la société Aéroports de Madagascar (Adema) nécessiteraient un investissement d'environ 50 millions de dollars par site. Par ailleurs, une étude de faisabilité portant sur les investissements et le développement de plusieurs aéroports, d'Antsiranana à Tolagnaro, est en cours, selon ce rapport.

Appui à la commercialisation : 105 glacières remises aux petits pêcheurs de Marolomainty, région Androy

ANTSA R. | 19 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

Depuis plusieurs années, les pertes post-capture liées au manque d'équipements de stockage ont fragilisé les revenus des petits pêcheurs et réduit leur capacité à négocier des prix justes sur les marchés. Le 16 mai 2025, la commune de Marolomainty, dans la région Androy, a accueilli une remise technique de 105 glacières de 60 litres destinées aux pêcheurs locaux, pour résoudre ce problème. Cette initiative, portée par le projet Mionjo en collaboration avec l'AIM (Action Intercoopération Madagascar), vise à améliorer les conditions de conservation et de commercialisation des produits halieutiques. Les glacières fournies permettront non seulement de préserver

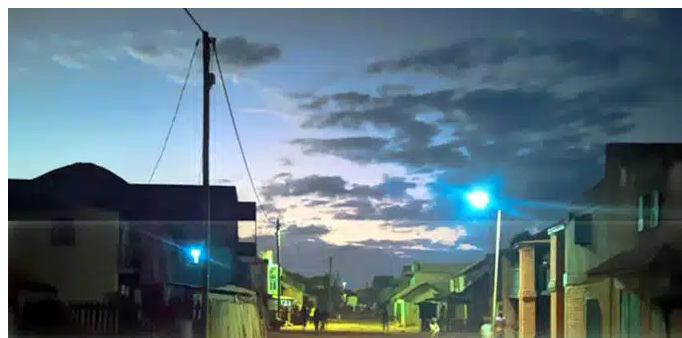
la qualité des produits, mais aussi d'en prolonger la durée de conservation, ouvrant ainsi de nouvelles opportunités de vente au-delà des circuits immédiats. La cérémonie s'est déroulée en présence du maire de Marolomainty, de représentants du projet MIONJO, de l'AIM, ainsi que de la direction régionale de la Pêche et de l'Économie bleue (DRPEB) Androy. Les pêcheurs bénéficiaires étaient également présents. Cette action s'inscrit dans une dynamique plus large de soutien à l'économie locale, en renforçant les chaînes de valeur de la pêche et en répondant aux défis structurels rencontrés dans les zones rurales enclavées.

Accès à l'électricité : Un mini-réseau solaire dans la commune de Fidirana, district de Mandoto

ANTSA R. | 19 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

L'État mise sur l'implémentation de mini-réseaux, pour améliorer le taux d'accès à l'électricité dans les quatre coins du pays. Dans la commune rurale de Fidirana, district de Mandoto (région Vakinankaratra), un nouveau pas a été franchi vers l'électrification des zones enclavées. Un mini-réseau solaire d'une puissance de 22 kWc, doté d'une capacité de stockage de 53 kWh, alimente désormais 3 860 habitants, grâce à un projet d'électrification rurale mené par l'Agence de Développement de l'Électrification Rurale (ADER). Le projet s'inscrit dans le cadre d'un partenariat public-privé (3P), soutenu par le Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH). Pour ce ministère, cela reflète la volonté de l'État de renforcer la couverture énergétique nationale tout en privilégiant des solutions adaptées aux réalités locales. L'installation de mini-réseaux solaires figure parmi les piliers de cette stratégie. « Cette initiative répond à l'objectif fixé par la Politique générale de l'État : doubler le taux d'accès à l'électricité à Madagascar d'ici 2030. À travers ce type de projet, les autorités entendent favoriser un développement

plus équitable entre zones urbaines et rurales, tout en misant sur des énergies renouvelables pour répondre aux enjeux environnementaux », ont indiqué les responsables auprès du MEH.



Bref, ce mini-réseau constitue ainsi une avancée concrète pour Fidirana, tout en illustrant le potentiel des énergies solaires dans les stratégies d'électrification du pays.

Emploi des jeunes : Une dynamique relancée à Toliara avec le projet « Ainga Atsimo »

NARINDRA RAKOTOBÉ | 19 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

La ville de Toliara a accueilli une rencontre régionale consacrée à l'insertion professionnelle des jeunes dans le cadre du projet « Ainga Atsimo ». Initiée par le Ministère du Travail, de l'emploi et de la fonction publique (MTEFoP), la journée du 16 mai a rassemblé jeunes, autorités locales et partenaires économiques autour d'un objectif commun : favoriser l'accès des jeunes à un emploi décent et durable. Sous l'égide de la ministre Hanitra Fitiavana Razakaboana, cette initiative a permis de mettre en lumière les opportunités de formation, de financement et d'entrepreneuriat dans la région. Des structures telles que l'IECD, le FMFP et Base Toliara ont

apporté des témoignages et des solutions concrètes aux jeunes présents. La rencontre s'inscrit dans la stratégie globale du projet « Ainga Atsimo », en prélude à l'ouverture prochaine de la Maison de l'Emploi et de la Formation (MEFRA2). Le ministère réaffirme ainsi son engagement à ancrer l'emploi des jeunes dans les priorités de développement régional, en misant sur leur potentiel pour faire émerger une économie locale plus inclusive et dynamique.

Riziculture - Récolte en baisse sur la plaine de Betsimitatatra

MIANGALY RALITERA | 20 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La campagne agricole 2024-2025 s'annonce décevante pour les riziculteurs de la plaine de Betsimitatatra. Les récoltes ont connu une nette diminution. « En temps normal, nous récoltons environ 7 tonnes de riz par an. Cette année, les parcelles éloignées des réseaux d'irrigation, comme le canal GR et le canal Andriantany, ont vu leur production chuter à seulement 5 à 6 tonnes. En revanche, les rizières bien irriguées ont pu maintenir un bon rendement, avec plus de 7 tonnes récoltées », explique Rabehaja, président de la Fédération des paysans de Betsimitatatra.

Rolland, technicien au sein de l'Autorité pour la protection contre les inondations de la plaine d'Antananarivo (Apipa),

a souligné, dans une vidéo publiée hier, que le changement climatique compromet désormais l'approvisionnement en eau pour l'irrigation des rizières. L'obstruction des canaux par des déchets plastiques aggrave encore la situation.

Pour atténuer les effets du changement climatique, l'Apipa poursuit des travaux réguliers d'entretien et de curage des canaux, qui servent à la fois au drainage pour prévenir les inondations et à l'irrigation des cultures.

Les agriculteurs placent leurs espoirs dans la prochaine campagne culturale, dont l'irrigation est prévue à partir du 15 juillet.

Élevage : Seuls 5,7% du budget national, alloués au secteur

NARINDRA RAKOTOBÉ | 20 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

Près de 70% des ménages, principalement en milieu rural, pratiquent l'élevage à Madagascar.

Cette activité représente jusqu'à 60% de leurs revenus. Cependant, ce secteur est parfois marginalisé par les projets de développement agricole. En plus, « seuls 5,7% du budget national sont alloués à l'élevage alors que celui-ci joue un rôle important dans la lutte contre l'insécurité alimentaire puisque c'est une source de protéine animale. Ce secteur contribue également à la création des emplois ruraux et la résilience des ménages face au changement climatique. L'État devrait ainsi consacrer au minimum 10% de son budget pour pouvoir développer l'élevage à Madagascar », a expliqué Lucille Razafimpamo, directrice d'Appui à la Production et au bien-être Animal au sein du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage lors de l'atelier de co-validation de l'analyse sectorielle dans le cadre de l'élaboration du plan directeur du secteur de l'élevage hier à l'hôtel Panorama.



Et elle d'ajouter que ce secteur porteur, pouvant être le levier du développement socio-économique du pays, est confronté à des défis majeurs. Il s'agit entre autres, de la faible productivité, de la couverture sanitaire insuffisante, de la difficulté d'accès aux intrants et services vétérinaires et de la rareté des données. Pour pouvoir bâtir un secteur de l'élevage compétitif et résilient au changement climatique, un plan directeur du secteur de l'élevage s'impose

pour une durée de 15 ans, soit jusqu'en 2040. En outre, des analyses du secteur ont été réalisées par des techniciens du ministère de tutelle avec l'appui de l'Institut International de Recherche sur l'Élevage (ILRI) et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), dans le cadre du programme FSRP ou programme de Résilience des Systèmes Alimentaires, financé par la Banque mondiale. Des résultats préliminaires ont été présentés lors de cet atelier de co-validation de l'analyse du secteur. « Ce qui nous a frappé en premier est le manque de statistique claire lors d'un diagnostic approfondi des sous-secteurs de l'élevage dans trois régions à forte potentialité d'élevage. Après discussion avec les membres de l'équipe technique, une évaluation participative des chaînes de valeur prioritaires a également eu lieu afin d'identifier les contraintes et les opportunités. Cela concerne principalement la filière volaille, la filière zébu, la filière lait, les petits ruminants et l'élevage porcin », a évoqué Abdrahmane Wane, un expert au sein de l'Institut international de recherche sur l'élevage.

Par ailleurs, le ministère de l'Agriculture et de l'élevage entame la transformation de ce secteur en priorisant l'amélioration génétique des bétails par le biais de l'introduction des races améliorées, entre autres, l'alimentation animale et surtout l'investissement dans le domaine de l'élevage. La modernisation de ces chaînes de valeur n'est pas en reste. En effet, l'élevage constitue une opportunité pour les jeunes et les femmes de développer des activités génératrices de revenu. Les participants à l'atelier de co-validation de l'analyse du secteur de l'élevage sont issus de l'administration, du secteur privé, des organisations paysannes, des instituts de recherche ainsi que de la société civile et des partenaires techniques et financiers et bien d'autres entités. L'événement va durer cinq jours et est organisé par le ministère de l'Agriculture et

de l'Élevage avec l'appui de ses différents partenaires. « L'objectif consiste à valider ensemble ces résultats d'analyse du secteur tout en définissant des scénarii de développement du secteur sur une période de 15 ans », a fait savoir le directeur d'Appui à la Production et au bien-être

Animal. Ensuite, « le plan directeur du développement du secteur de l'élevage débouchera sur des feuilles de route quinquennales dotées de budgets, d'objectifs mesurables et d'indicateurs de suivi », a-t-elle conclu.

Journée mondiale des abeilles : Un appel à protéger les pollinisateurs pour la sécurité alimentaire

ANTSA R. | 20 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

La Journée mondiale des abeilles est célébrée ce 20 mai au Carlton Anosy. Cette commémoration annuelle vise à sensibiliser le public à l'importance des abeilles pour la santé humaine, la biodiversité et la sécurité alimentaire.

Depuis 2018, Madagascar, à l'instar d'autres pays, marque la journée du 20 mai, à l'initiative de la Slovénie, avec le soutien de l'organisation internationale Apimondia. L'Assemblée générale des Nations Unies a ainsi retenu cette date en mémoire d'Anton Janša, pionnier de l'apiculture moderne et figure emblématique de l'apiculture slovène. Pour cette année, le thème retenu, « Butinons les idées de la nature, notre mère nourricière », met en lumière le rôle central des pollinisateurs dans les systèmes alimentaires et la stabilité des écosystèmes. En effet, plus de 75% des cultures vivrières dépendent directement de la pollinisation, notamment les fruits, les légumes, les graines et les noix. Au-delà de l'amélioration du rendement agricole, les pollinisateurs participent à la qualité et à la diversité des aliments.

Besoin de protection

Cependant, les populations de pollinisateurs — dont les abeilles, papillons, oiseaux, chauves-souris et autres insectes — sont en déclin. En cause : la perte d'habitats, les pratiques agricoles intensives, la pollution, et le changement climatique. Cette situation met en péril la production alimentaire mondiale, en particulier dans les zones rurales vulnérables. Cette journée rappelle que la

protection des pollinisateurs va au-delà de l'apiculture, contribuant à préserver des services écosystémiques essentiels tels que la fertilité des sols, la régulation du climat ou encore la lutte contre les ravageurs.



Promouvoir des pratiques agricoles durables comme l'agroécologie, l'agroforesterie ou la lutte intégrée devient ainsi une priorité. À travers cette journée, les acteurs gouvernementaux, les organisations et les citoyens sont invités à agir collectivement pour garantir des systèmes alimentaires durables et une coexistence harmonieuse entre production agricole et préservation de la biodiversité.

Industrialisation - Madagascar et l'ONUDI renforcent leur partenariat

ITAMARA OTTON | 21 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le gouvernement malgache et l'ONUDI ont officialisé un accord pour renforcer leur collaboration dans le secteur industriel. Cette initiative soutient les objectifs de développement durable du pays.

Le gouvernement malgache et l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) ont signé, lundi 20 mai, un accord de base visant à formaliser leur coopération. Ce texte encadre juridiquement l'action de l'organisation onusienne sur le territoire national et facilite la mise en œuvre de ses programmes en lien avec les priorités de développement industriel du pays.

Signé au ministère des Affaires étrangères, à Anosy, par la ministre Rafaravavitafika Rasata et Fatou Haidara, directrice générale adjointe de l'ONUDI, l'accord vise une

industrialisation « durable, inclusive et résiliente », selon les termes des parties prenantes. Il prévoit notamment les conditions d'intervention de l'organisation, incluant les privilèges et immunités nécessaires à son fonctionnement. Selon le ministère des Affaires étrangères, cet accord s'inscrit dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD), en particulier ceux relatifs à l'industrie, à l'innovation et à l'énergie propre. Il devrait aussi permettre de renforcer les partenariats public-privé, considérés comme un levier important pour le développement industriel.

Importance

Plusieurs axes de coopération sont évoqués, dont la création de zones pilotes d'investissement, le développement de mini-infrastructures énergétiques pour les petites et moyennes entreprises, ainsi que l'appui à la modernisation des chaînes de valeur industrielles.

Madagascar est membre de l'ONUDI depuis plus de quarante ans. L'organisation rappelle, dans ce cadre,

l'importance de disposer d'une politique industrielle structurée : « Peu de pays ont connu une croissance économique soutenue sans industrialisation, et aucun ne s'est industrialisé sans politiques industrielles ».

L'accord signé constitue une étape dans le renforcement de la coopération entre Madagascar et l'ONUDI, en soutien aux politiques publiques en matière de développement industriel.

Rallye des industries - Les étudiants confrontés aux réalités du secteur productif

IRINA TSIMIJALY | 21 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Hier, le Syndicat des Industries de Madagascar (SIM), en partenariat avec l'agence Mercatis, a lancé un nouveau programme appelé Rallye des Industries. Ce projet vise à créer un partenariat entre les entreprises industrielles et les universités afin de permettre aux étudiants de mieux appréhender le monde professionnel.



Pour le président du SIM, Tiana Rasamimanana, il permet de rapprocher les jeunes du secteur industriel. Il estime que les étudiants doivent pouvoir découvrir ce secteur dès leurs études. Par ailleurs, il considère que ces jeunes représentent aussi un vecteur pour promouvoir les produits et les savoir-faire locaux.

Chaque université est jumelée avec une entreprise. Ensemble, elles forment un binôme. Pendant un mois, les

étudiants vont passer du temps sur les sites industriels, à observer les méthodes de travail, à poser des questions et à participer à des ateliers. Ce temps d'immersion va les aider à comprendre comment fonctionne une entreprise dans le secteur productif.

Le programme comprend aussi des formations pratiques, où les jeunes apprennent à s'exprimer clairement, à gérer leur stress et à travailler en groupe.

Le Rallye des Industries ne se limite pas à l'immersion. Les étudiants participeront à plusieurs épreuves. Ils devront répondre à des questions sur l'industrie, résoudre des problèmes concrets, identifier des produits et matériaux, et proposer des idées innovantes pour répondre aux besoins des entreprises.

Neuf établissements d'enseignement supérieur sont engagés dans cette première édition. Ils viennent de domaines variés comme la gestion, l'ingénierie, l'agronomie ou le commerce. Côté entreprises, plusieurs secteurs sont représentés : agroalimentaire, énergie, chimie, transformation. Des groupes bien implantés dans le pays comme STAR, Sipromad ou ArBiochem prennent part à l'initiative.

Après un mois d'immersion, les épreuves commenceront le 10 juillet. La grande finale aura lieu le 19 juillet. L'animation du concours sera assurée par Julien Lepers.

Systèmes alimentaires : Madagascar s'inscrit au Compte à rebours des transformations

ANTSIA R. | 21 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

Une rencontre nationale décisive s'est tenue, la semaine dernière, dans le cadre de l'initiative mondiale « Food Systems Countdown Initiative (FSCI) », ou Compte à rebours des systèmes alimentaires, portée par la FAO, GAIN et l'Université Johns Hopkins. Selon ses initiateurs, l'objectif de cette rencontre de travail est d'adapter le cadre d'indicateurs FSCI au contexte malgache, afin de suivre de manière plus précise les progrès vers des systèmes alimentaires durables. L'initiative s'est déroulée du 14 au 16 mai dernier et a rassemblé des représentants de ministères, des chercheurs, des représentants de la société civile et des partenaires techniques et financiers. Son objectif a été de poser les bases d'une approche cohérente, fondée sur les données, pour améliorer

l'alimentation, la nutrition, l'environnement et les moyens de subsistance sur le territoire national. À travers cette rencontre, Madagascar entame une nouvelle phase de réflexion et d'action. L'enjeu est de taille : renforcer les capacités nationales, orienter les politiques publiques et appuyer concrètement la mise en œuvre de la Feuille de route nationale pour la transformation des systèmes alimentaires. Dans un contexte marqué par l'insécurité alimentaire et les effets du changement climatique, le compte à rebours est lancé pour faire émerger des solutions durables, inclusives et adaptées aux réalités locales, en plaçant les données au cœur des décisions.

Vanille : Certains exportateurs craignent une réduction du nombre d'agréments

R. EDMOND. | 21 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

Déjà fortement menacée par la taxation américaine, la filière vanille de Madagascar n'est pas à l'abri de certaines mesures internes qui risquent de la fragiliser davantage.

Durant une interview qu'il nous a accordée, un exportateur qui représente nombreux de ses pairs ne cache pas son inquiétude sur un risque de réduction du nombre d'exportateurs agréés.

Réponse non-convaincante

Et ce, pour la simple et bonne raison que ces derniers temps, des exportateurs n'ont pas obtenu de validation de leur MIDAC, le module qui leur permet de concrétiser l'envoi de leurs marchandises vers leurs clients étrangers. « Le service du conditionnement au sein du ministère n'a pas de réponse précise sur ce refus, il nous a simplement expliqué que nos prix à l'exportation sont très bas », explique cet exportateur qui a requis l'anonymat. Une réponse qui est loin d'être convaincante pour les exportateurs. « Depuis le retour à la libéralisation de la filière vanille, il n'y a plus de prix minimum imposé par l'administration et le niveau de prix à l'exportation que nous pratiquons ne peut pas être un motif de refus de nos opérations », explique-t-il en demandant que l'administration prenne une mesure officielle pour mettre fin à cette inquiétude des exportateurs.

En coulisses

Des exportateurs qui ont d'autant plus de raisons de s'inquiéter quant à une possible décision de réduire le nombre d'exportateurs agréés. « En réalité, certains exportateurs manœuvrent en coulisse pour que l'État prenne cette décision afin de protéger leur intérêt personnel ». D'après lui, ce sont des exportateurs qui ont accumulé énormément de stocks qui militent pour cette réduction du nombre d'exportateurs agréés. Leur objectif est de faire en sorte que l'administration réduise le nombre d'exportateurs agréés à une vingtaine. Et ce, dans un objectif de liquider rapidement leurs stocks. « Une éventualité qui risque d'enfoncer davantage la filière vanille », explique toujours notre interlocuteur. On rappelle que le nombre d'agréments accordés par le ministère de l'Industrialisation est de 123 pour la campagne 2024 – 2025. « Si la décision de réduire le nombre d'exportateurs agréés est prise, cela

causera d'importants préjudices aux opérateurs qui en seront victimes », soutient l'exportateur qui se pose, par ailleurs la question de savoir si, dans ce cas, la volonté des autorités nationales de protéger les intérêts des opérateurs économiques est réelle.



Planteurs

Mais le danger de cette éventuelle décision concerne aussi l'impact grave qu'elle aura du côté des planteurs. « Avec le nombre actuel d'exportateurs, les planteurs n'arrivent pas à vendre convenablement leur production et la mévente risque de s'aggraver si on limite à une vingtaine le nombre d'exportateurs agréés », continue l'exportateur. Il ajoute d'autant plus, que les exportateurs qui militent pour cette réduction des agréments ont déjà leurs propres stocks. Quoiqu'il en soit, de nombreux exportateurs soutiennent que ce qui est mieux pour la filière vanille c'est de continuer à laisser jouer la libre concurrence. Par contre, a-t-il soutenu, « les exportateurs qui ne respectent pas les réglementations en vigueur peuvent être sanctionnés par un retrait d'agrément ». Une manière en somme d'en appeler aux responsables d'appliquer scrupuleusement les règles du jeu. « Nous remercions le ministère de l'Industrialisation et du Commerce pour les efforts réalisés pour sauver ce qui peut encore l'être dans la filière vanille », a-t-il poursuivi en concluant que les exportateurs sont disposés à coopérer avec le gouvernement pour le bien commun de la filière.

Exportation vers l'Europe : l'évolution des règles à prendre en compte

JEAN RIANA | 21 MAI | LES NOUVELLES

Dans le cadre de la célébration de la semaine de l'Europe à Madagascar qui a débuté hier, un atelier s'est tenu à la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo (CCIA) à Antaninarenina, pour aider les acteurs économiques de la Grande île à mieux comprendre l'évolution des règles qui s'appliquent aux marchandises exportées vers l'Europe.

Les exportations malgaches vers l'Europe représentent 30%, faisant ainsi de ce continent, le premier partenaire commercial du pays. L'objectif de cet atelier est de faire en sorte que les relations commerciales entre Madagascar et l'UE puissent continuer sur de bonnes bases. D'autant que la délégation de l'UE à Madagascar met en avant la diversification des relations commerciales. Et cela nécessite une bonne compréhension des règles afin de développer

l'accès au marché européen et d'en faire un moteur de croissance et de développement pour le pays. Dans ce sens, trois grandes évolutions réglementaires ont été abordées avec les représentants des secteurs privé et public. A noter le règlement zéro déforestation, les normes sanitaires et phytosanitaires ainsi que le devoir de vigilance.

« Ces normes contribuent au renforcement de la qualité durable des produits malgaches, tout en protégeant la santé et la sécurité des consommateurs ainsi que des planteurs et des producteurs malgaches qui prennent part aux chaînes de valeur exportées vers le marché européen », avance l'UE.

Riz hybride à Amparafaravola : les rendements sont passés de 3 à 9 tonnes par hectare

ARH. | 21 Mai | LES NOUVELLES

A Ambohijanahary, district d'Amparafaravola, la campagne de riz hybride lancée en février 2025, porte déjà ses fruits. Les résultats sont visibles dès la mi-saison. Un seul pied de riz hybride peut produire jusqu'à 25 talles, avec environ 200 grains par épi.

Tahiry Raholison, agriculteur local, prévoit un rendement de 9 tonnes par hectare cette saison, contre à peine 3 tonnes auparavant. Il fait partie des 1 358 bénéficiaires ayant reçu des semences hybrides, accompagnées d'engrais organiques et minéraux, dans le cadre du programme initié par le président Andry Rajoelina.



En comparaison, le riz traditionnel se limite à 7 talles et 60 grains. « La différence est flagrante, tant sur la robustesse des plants que sur la quantité produite », affirme Tahiry Raholison, ravi de cette évolution. Encouragées par ces performances, les autorités locales s'impliquent pleinement. « Nous allons collaborer

étroitement avec l'État pour promouvoir cette innovation. La souveraineté alimentaire devient une réalité à Ambohijanahary », déclare Lala Arsène, responsable communal du développement.

Adhésion des riziculteurs

Du côté des producteurs, l'enthousiasme grandit. Alfred, président du « Tambazotran'ny Tantsaha », constate que de plus en plus de riziculteurs adoptent cette méthode moderne. « L'augmentation des rendements améliore les revenus et les conditions de vie des paysans », souligne-t-il.

Ces avancées s'inscrivent dans une stratégie nationale de modernisation de l'agriculture malgache. Le secrétariat d'État chargé de la Souveraineté alimentaire, en mission d'évaluation, confirme l'impact positif du programme. « Nous prévoyons des rendements allant jusqu'à 12 tonnes par hectare en fin de saison », indique Mbola Andriamanga, directeur de la Transformation du système agricole au sein de ce département ministériel.

Depuis février, 200 tonnes de semences hybrides et 6 000 tonnes d'engrais ont été distribuées à 32 000 producteurs sur 8 000 hectares, dans 44 districts répartis sur 12 régions.

SYMABIO : Mahazo vahana ny famokarana Bio

NJAKA A. | 21 Mai | LES NOUVELLES

Efa lasa fanoitra ho an'ny fampandrosoana ny famokarana biolojika. Mifototra amin'ny famokarana voajanahary tsy mampiasa akora simika, mitandro ny tontolo iainana sady afaka matrika ny fiovan'ny toetr'andro. Hatao ny 20 sy ny 21 jona ho avy izao, etsy amin'ny Carlton Anosy, ny Tsenabe Biolojika, andiany faha-4. Lohahevitra noraisina : « Ny Bio ho an'ny Malagasy ».

Mikarakara azy ny Sendika malagasy ny famokarana biolojika (SYMABIO), eo ambany fiahian'ny minisiteran'ny Fambolena sy ny fiompiana (Minae), ny Fampiroboroboana ny indostria sy ny varotra (MIC) ary ny EDBM. Manohana azy ny tetikasa Padeir avy amin'ny Vondrona eoropeanina (UE). Miara-miombon'antoka ihany koa ny vondrona

Ecocert, misahana ny fanomezana ny mari-pamantarana iraisam-pirenena Bio.

Tanjona ny hampahafantarana bebe kokoa ny teknika Bio sy ireo seha-pihariana maharitra mitandro ny tontolo iainana. Hihaona mivantana mandritra ny fotoana, ny mpisehatra rehetra, ahitana ny avy amin'ny fanjakana, ny orinasa tsy miankina, ny ONG, rafitra na fikambanana samihafa. Manodidina ny 350 ny orinasa mamokatra Bio eto Madagasikara, mahakasika mpanjifa 200 000.

Coopération - L'UE réaffirme son engagement à Madagascar

TSILAVINY RANDRIAMANGA | 22 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'UE reste le principal partenaire de Madagascar malgré un contexte incertain. Elle renforce ses liens économiques par un cadre commercial avantageux.

Premier partenaire de développement : c'est ainsi que l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) à Madagascar, Roland Kobia, qualifie la place qu'occupe l'organisation dans ses relations avec le pays. Alors que le monde se trouve à un tournant stratégique, notamment avec l'instauration de nouveaux droits de douane par le président américain Donald Trump, l'UE souhaite approfondir sa coopération avec Madagascar, en particulier sur le plan commercial.

« Nous avons un accord de partenariat économique en vigueur depuis douze ans à Madagascar et qui offre un cadre juridique stable, fiable, prévisible. Cet accord offre également des avantages asymétriques, permettant au pays de tirer plus d'avantages par rapport à l'UE », a indiqué Roland Kobia, hier, en marge de la Journée des projets de l'Europe à Ankatso.

L'ambassadeur rappelle également que l'Union européenne est le premier client de Madagascar. Selon les chiffres publiés en avril par la Délégation de l'UE, 30% des exportations malgaches sont destinées à l'Europe, pour un volume équivalent à 50 milliards d'ariary en 2023.

Marché ouvert

Ces échanges sont facilités, comme l'explique Roland Kobia, par des mesures telles que la suppression des droits de douane ou l'absence de quotas. « Une entreprise malgache peut exporter son produit dans l'Union européenne, que ce soit une tonne, dix tonnes, cent tonnes, tout ça est permis », a-t-il souligné.

Au-delà de la simplification des procédures, le marché européen reste largement ouvert aux produits malgaches. Toujours selon l'ambassadeur de l'UE, les entreprises disposent de 9 000 lignes budgétaires leur permettant d'exporter presque tous les types de produits vers l'Europe. Un signal fort, dans un contexte de durcissement des conditions d'accès à d'autres marchés.



Parmi les produits exportés, le textile tient une place importante. Une grande partie reste encore orientée vers les États-Unis, dans le cadre de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), dont Madagascar est bénéficiaire. Mais le renouvellement de ce dispositif prévu en septembre demeure incertain.

Dans cette conjoncture, l'Union européenne apparaît plus que jamais comme un partenaire stratégique, misant sur la stabilité et l'ouverture pour soutenir le développement économique malgache.

Forum MEDEF International – Afrique du Sud : Marc Ravalomanana, en quête de partenaires africains à Paris

RIJA R. | 22 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

Marc Ravalomanana a quitté le pays en fin de semaine dernière. Il est actuellement en déplacement à Paris pour participer au Forum d'investissement entre le patronat français du MEDEF et l'Afrique du Sud.

Mettant de côté temporairement sa veste de politicien, selon ses proches, Marc Ravalomanana affirme être présent en tant qu'entrepreneur à la rencontre organisée conjointement par la branche internationale du Medef et le gouvernement sud-africain qui se tient à Paris depuis hier. Il s'est donc armé d'arguments économiques durant ce déplacement dans la capitale française et compte plaider pour des partenariats entre entreprises.

Rattrapé par son passé de businessman, il cherche à établir des « coopérations concrètes » avec des entreprises sud-africaines dans plusieurs domaines stratégiques pour « le développement durable de Madagascar » soutient-on dans le communiqué de l'ancien président. Cette fois-ci, le voyage de Marc Ravalomanana est

« strictement » économique, précise-t-on dans la missive. Aucune rencontre à caractère politique, ni avec la diaspora malgache ni avec les autorités françaises, n'est prévue à son agenda toujours selon ce communiqué de l'ancien président.

L'événement se tient dans le prestigieux Pavillon Vendôme, au cœur de la capitale française. Il réunit une délégation sud-africaine de haut niveau, conduite par le vice-président de la Nation arc-en-ciel, Paul Mashatile, accompagné de plusieurs ministres et de 75 chefs d'entreprises sud-africaines représentant des secteurs clés de l'économie. Ce forum a pour objectif de renforcer les échanges économiques entre la France, l'Afrique du Sud

et les autres pays du continent africain engagés dans des projets communs de développement.



Modèle sud-africain

La digitalisation figure parmi les « axes de coopération » que Marc Ravalomanana tente d'explorer durant ce forum d'investissement, selon toujours le communiqué. L'Afrique du Sud, en avance sur les solutions numériques, pourrait représenter une source d'inspiration pour Madagascar dans les domaines de la cybersécurité, des

services financiers mobiles, de la traçabilité des produits agricoles et de la formation des PME aux outils digitaux. Le tourisme durable, qui figure également dans le panel, offre des opportunités de coopération. Fort de plus de 10 milliards de dollars de recettes touristiques en 2024, le modèle sud-africain en matière de gestion des aires protégées et de promotion de l'écotourisme pourrait contribuer à la valorisation du patrimoine naturel malgache, défend l'ancien président.

La transition énergétique et l'électrification inclusive sont également au cœur des préoccupations de ce déplacement de Marc Ravalomanana, affirme-t-on. « Madagascar, confronté à des défis majeurs en matière d'accès à l'électricité, peut tirer profit des expériences sud-africaines en matière d'énergies renouvelables, de mini-réseaux solaires et de financement de solutions hors réseau » soutient le communiqué. Sur le plan des infrastructures, l'Afrique du Sud pourrait se constituer en partenaire sur la modernisation des ports, le développement de corridors logistiques vers l'Afrique australe et l'amélioration de l'habitat à travers des technologies de construction résilientes et accessibles.

Fifanakalozana ara-barotra-ZLECAf : Omena vahana ny orinasa tsy miankina

HENINTSOA | 22 MAI | LES NOUVELLES

Hampitomboina ny fandraisan'ny orinasa tsy miankina anjara ao anatin'ny faritra ara-barotra malalaky ny kaontinanta afrikanina (ZLECAf). Hapetraka ny paikady hampiroboroana ny fifanakalozana enti-manatanteraka izany.

Ankehitriny, manomana ny fidiran'i Madagasikara amin'ny maha firenena faha-49 ao amin'ny tsenan'ny ZLECAf ny fitondram-panjakana. Dingana ho an'ny fankatoavana sy hampahafantarana ny fizotry ny fifanakalozana ary ny fifanarahana izany. Nisy, araka izany, ny fihaonan'ny Sekretera jeneraly, Wamkele Mene, sy ny delegasionina tarihiny tamin'ny solontena avy amin'ny sehatra tsy miankina, ny antenimieran'ny Varotra sy indostria eto Antananarivo (CCIA) ary ny antenimieran'ny haitao sy ny asa tanana (CMA), ny herinandro teo. Nilaza ny minisitry ny Fampiroboroana ny indostria sy ny varotra, Ralambofiringa David, fa « vanim-potoana vaovao ho fampivoarana ny toekarena sy fanatsarana ny fidiran'ny firenena amin'ny tsenan'izao tontolo izao ny tsenan'ny ZLECAf ».

Vina

Tanjona apetrak'i Madagasikara amin'ny fidirana ao anatin'ny ZLECAf ny hampitombo 52,3% ny fifanakalozana

ara-barotra eo amin'ireo firenena afrikanina ny taona 2025, raha toa ka 15% izany. Ilana kosa ny manaraka ny fepetra takin'ny tsena sy ny fanarahana ny fitsipika apetraka. Noho izany, hampitombo ny fanondranana entana sy ny varo-draharaha ny ZLECAf. Anisan'ireo tombontsoa goavana eto Afrika ihany koa ny fahalalahan'ny fampiasam-bola. Tanjona ny hanamorana ny fifanakalozana ara-barotra eo amin'ireo firenena mpikambana ao amin'ny Vondrona afrikanina. Hofoanana ihany koa ny sakana amin'ny saran'ny entana, mankany amin'ny fananganana ny Vondrona ara-toekarena afrikanina. Anisan'ireo nankatoa izao fanapahan-kevitra izao koa ny sehatra tsy miankina, izay voakasika voalohany amin'ny fidirana ao anatin'ny ZLECAf. Marihina fa nihaona manokana tamin'ny minisitry sy nifanakalo hevitra tamin'ireo ekipan'ny minisitry ny iraky ny ZLECAf talohan'ny fihaonany tamin'ny sehatra tsy miankina teny Anosy.

Énergie Durable : Cinq projets innovants récompensés par l'IED

ANTSA R. | 22 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

L'Incubateur d'Énergie Durable (IED) a clôturé la deuxième phase de son programme d'accompagnement. Après plusieurs mois de coaching, d'ateliers techniques et de mentorat personnalisé, l'IED a récompensé cinq projets

innovants qui se sont distingués pour leur contribution à la transition énergétique durable. Ces projets, qui s'inscrivent dans le cadre du programme FIER (Financement Intégré pour les Énergies Durables), ont été soutenus

par l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel) et plusieurs partenaires locaux et internationaux. La cérémonie de remise des subventions a eu lieu le 20 mai 2025, au ministère des Affaires étrangères de Madagascar, en présence de plusieurs figures clés, dont la ministre des Affaires étrangères, Rasata Rafaravavitaika, ainsi que des représentants du PNUD, de l'ONUDI et du ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures.

Solutions durables

Ces 5 lauréats, choisis parmi 15 startups incubées, ont reçu une subvention de 5 000 USD chacun pour soutenir le déploiement de leurs solutions dans les domaines des énergies renouvelables, principalement la cuisson propre et l'hydroélectricité. Les projets récompensés se distinguent par leur approche innovante pour résoudre des enjeux énergétiques et environnementaux. L'accent est mis sur l'utilisation de déchets organiques pour produire de l'énergie, la promotion du biogaz, ainsi que la création de systèmes hybrides combinant solaire et

hydroélectricité. Ces solutions visent à répondre à des besoins énergétiques locaux tout en réduisant l'impact environnemental des sources d'énergie traditionnelles.



Grâce à l'engagement du gouvernement de Madagascar, du secteur privé et des institutions internationales, l'IED a su offrir un soutien précieux à ces startups. En accompagnant ces projets, l'Incubateur d'Énergie Durable joue un rôle clé dans l'accélération de la transition énergétique de Madagascar vers un avenir plus propre et durable.

Aides au développement - Financement insuffisant pour le secteur de l'élevage

IRINA TSIMIJALY | 23 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Lors d'un atelier organisé cette semaine avec le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, plusieurs données clés ont été partagées sur l'état du secteur de l'élevage à Madagascar. Malgré le fait qu'il concerne plus de 60% des exploitations agricoles, ce secteur reste faiblement soutenu, ne recevant que 5,7% du budget agricole national, bien loin des 10% recommandés par la Déclaration de Maputo. En outre, 78% de ses financements proviennent de partenaires extérieurs.

Face à ces constats, un Plan directeur du secteur élevage (PDSEM) a été lancé avec le soutien du FSRP, de la Banque mondiale, du Cirad, de l'ILRI, du Fofifa et d'autres partenaires. Ce plan propose une vision à l'horizon 2040 pour un élevage plus productif, durable et capable de contribuer à la sécurité alimentaire et aux revenus ruraux. Une analyse multicritère a permis d'identifier neuf filières prioritaires (zébu, volaille, lait, etc.) et de cibler cinq espèces animales pour une étude approfondie. « Le zébu n'est pas seulement un animal. C'est un capital, un outil

de travail et un symbole culturel », a rappelé Abdrahmane Wane de l'ILRI.

Le PDSEM propose aussi une typologie des systèmes d'élevage par zone agroécologique, en s'appuyant sur leur performance économique. Dans les Hautes Terres, le revenu issu du bovin peut atteindre 14,5 millions d'ariary par an. Dans le Sud, les caprins représentent jusqu'à 50% du revenu des ménages.

Pour accompagner cette transformation, le plan prévoit des investissements ciblés dans la génétique animale, l'alimentation du bétail et la structuration des filières.

« Le Cirad appuie la caractérisation des systèmes d'élevage, l'analyse des chaînes de valeur et la co-construction de scénarios avec l'outil LSIPT », précise Véronique Alary, chercheuse au Cirad.

Jonathan Ranjatoelina : « Mieux structurer la mobilité étudiante africaine »

TIANA RAMANOELINA | 23 MAI | LES NOUVELLES

Des milliers d'étudiants africains quittent chaque année leur pays pour poursuivre des études à l'étranger. Jonathan Ranjatoelina défend une vision panafricaine ambitieuse. Entrepreneur dans le secteur de l'éducation, il milite pour un accompagnement éthique, structuré et adapté aux besoins du continent. Entretien.

Dans quoi œuvre SAAN (Study Abroad African Network) Education ?

C'est une société qui ambitionne de structurer la mobilité étudiante en Afrique. Cela concerne 500 000 personnes. Ce sont des étudiants qui quittent leur pays pour étudier à l'étranger, la plupart part vers des destinations dites traditionnelles comme l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Australie. Ensuite, vers l'Asie, tandis que la mobilité inter-Afrique reste très faible en termes de volume. Le panafricanisme est en vogue, aujourd'hui. C'est un sujet important pour l'autonomie et l'indépendance du continent. L'Afrique est le seul au monde qui va être en croissance démographique d'ici 2050, même celle de l'Asie va baisser. Pour l'heure, le réseau panafricain n'existe pas. Tous les réseaux structurés sur le continent sont soit européens soit nord-américains.



Comment cela va-t-il se passer concrètement ?

On aura ce qu'on appelle des « représentants ». Il y aura un interlocuteur par pays qui gèrera les relations avec les étudiants. De notre côté, la mission est de développer les partenariats avec les écoles. Pour l'instant, nous sommes sur une vingtaine de pays d'Afrique, francophones, anglophones, lusophones et au Maghreb également. On leur propose ainsi d'avoir un seul interlocuteur sur le continent africain, au lieu d'en avoir un par pays et nous, on aura nos représentants. L'idée est d'avoir exactement la même offre dans tous les pays.

Quels dispositifs SAAN Éducation met-il en place pour accompagner les étudiants avant et après leur mobilité à l'étranger, notamment face aux risques liés à certaines écoles non reconnues ?

Dans un premier temps, il s'agit d'encadrer et de structurer. Cela veut dire travailler avec des écoles reconnues et avec lesquelles nous engageons notre réputation sur toute la politique de qualité de l'école. En effet, que ce soit à Madagascar ou sur le continent africain, un certain nombre d'étudiants sont victimes d'usurpateurs. On leur vend monts et merveilles et

au final, ils n'en ont pas pour leur argent. Ici et à l'étranger, vous avez des écoles qui, en termes d'éthique, ne sont pas forcément au top niveau.

Nous sommes également attentifs sur toute la politique financière. Notamment, en cas de refus de visa chez nos jeunes où une très grosse partie de la somme qui a été versée est remboursée. C'est une exigence que nous avons vis-à-vis de nos partenaires.

SAAN éducation a été lancé il y a quelques jours. Mais elle travaille avec les étudiants depuis le mois de février. Nous ferons un premier chiffre pour la rentrée de septembre. Aujourd'hui, nous avons essentiellement des écoles basées en France mais nous sommes en train de nous développer sur d'autres écoles. Parallèlement, nous vendons aussi un programme anglophone à Barcelone et d'autres à Bruxelles.

D'après vos expériences, quels sont les niveaux et les filières qui sont les plus concernées par la mobilité ?

Nous avons beaucoup de généralistes. Ce sont les écoles de commerce classiques, tout ce qui est marketing, gestion ou management. Les écoles d'ingénieurs se développent également. Elles forment sur les métiers plus techniques, d'autant qu'à Madagascar, il y aura un vrai besoin dans les métiers en informatique.

Actuellement en Europe, les écoles spécialisées ont le vent en poupe. A titre d'exemple, on va proposer une école de management du sport et du luxe. L'objectif est de répondre à la demande du marché africain et de pouvoir combler les lacunes dans notre offre pour mieux satisfaire les besoins des étudiants. Pour l'instant, nous sommes sur six pays d'arrivée à savoir la France, la Belgique, la Suisse, le Royaume-Uni. En Amérique du Nord, nous aurons le Canada et les États-Unis.

Aujourd'hui, qu'est-ce qui bloque les étudiants à Madagascar en termes de mobilité ? Est-ce une question de niveau ou plutôt de moyen ?

Effectivement, les moyens financiers constituent un premier frein sur le marché. Beaucoup d'étudiants cherchent et obtiennent des bourses. Malheureusement, il n'y en a pas pour tout le monde. Par ailleurs, le niveau de prix d'études n'est pas le même, ne serait-ce que dans l'Union européenne. Les prix sont plus importants en Amérique du Nord. Aujourd'hui, certains pays sont également devenus plus vigilants au niveau de leur politique migratoire. On peut dire qu'il y a une véritable tectonique des plaques qui s'opère en fonction des pays et de leur stratégie. Il faut être attentif et voir comment cela va se matérialiser dans les prochaines années.

Combien de temps avant la rentrée faut-il entamer la procédure ?

Je dirai à la mi-mai. Nous traitons cela directement avec les écoles. Entre la candidature et l'admission, il n'y aura pas plus de trois semaines. Il faut noter qu'on n'aura que des

écoles privées. Nous avons quelques concours à distance, mais en grande partie, ce sont des dossiers à fournir et entretien de motivation en français et une petite partie en anglais. Parce que même si vous suivez un programme francophone aujourd'hui, vous avez une partie des cours qui sont en anglais.

Services bancaires : Sipem Banque s'engage aux côtés des PME

ARH. | 23 MAI | LES NOUVELLES

Sipem Banque en est à sa première participation à la Foire Internationale de Madagascar (FIM). L'établissement réaffirme son rôle dans l'accompagnement des TPE et PME, moteurs de l'économie malgache. Sipem leur propose ainsi des solutions bancaires inclusives et adaptées.

Depuis plus de trois décennies, Sipem Banque soutient les entrepreneurs locaux, grâce à un accès facilité à des outils financiers modernes et accessibles. « Notre participation à la FIM s'inscrit dans cette démarche de proximité et de soutien », a confirmé le directeur général adjoint en charge du Développement de Sipem Banque, Lanja Randriatsimialona.

Parmi les offres présentées, le « Pack Micro » se veut être une boîte à outils complète pour les entrepreneurs : compte courant, chéquier, services d'e-banking via l'application Sipem Net, mobile banking, ainsi que les cartes « Vonjy » et « Lafatra » pour une gestion plus souple et rentable des activités professionnelles. A mentionner également, la relance, pour quatre jours seulement, du placement « Epargne Miabo Flash » à un taux exceptionnel de 9,5%. Une opportunité que la banque ouvre aussi bien aux entrepreneurs qu'aux particuliers dans toutes ses agences à travers le pays.

Sipem Banque ambitionne également d'élargir les perspectives de ses clients vers l'Afrique. « Notre banque se positionne comme un partenaire de confiance pour

accompagner nos clients dans la conquête de nouveaux marchés », a assuré Lanja Randriatsimialona. La banque promeut un développement économique durable, fort de son expérience et de son ancrage local.



Enfin, dans la continuité des rencontres d'affaires organisées pendant la FIM, Sipem tiendra à Toamasina en juin la troisième édition de son « Club Client », créant ainsi un espace de réseautage pour les acteurs économiques de la capitale économique malgache. Avec ses 29 agences, ses outils digitaux et ses offres innovantes, Sipem Banque, membre du Global Alliance for Banking on Values, poursuit sa transformation au service d'un secteur privé dynamique et résilient.

Importation de couvertures : les entreprises malgaches mises à mal

JEAN RIANA | 23 MAI | LES NOUVELLES

Malgré les mesures de sauvegarde instaurées par l'Autorité nationale chargée des mesures correctives commerciales (ANMCC), le domaine de production de couverture à Madagascar régresse au lieu de prospérer, a affirmé Tiana Rasamimanana, président du Syndicat des industries de Madagascar (SIM) à l'occasion des Journées des branches de production nationale qui se sont déroulées du 16 au 18 mai au Stade Barea Mahamasina.

Il a mis l'accent sur le fait que les produits malgaches n'ont pas peur de la concurrence, mais une gestion claire est nécessaire. Les entreprises importatrices ne sont pas nécessairement à blâmer, mais les règles de jeu doivent être claires et équitables pour tous. Il est inacceptable que les producteurs locaux soient soumis à des taxes et redevances plus lourdes que ceux qui ne font qu'importer et vendre. Il est temps de mettre les choses au clair.

En ce qui concerne spécialement les couvertures, Barthélémy, Directeur général de l'ANMCC, a avancé que certains opérateurs malgaches ont tendance à contourner

la mesure de sauvegarde sur les importations de ce produit à Madagascar pour se faire plus de profit.

« Dans le but de se soustraire du paiement de la taxe sur le droit additionnel au droit de douane (DAD), les exportateurs font en sorte de fusionner les couvertures neuves dans des balles de friperie. Ce genre de pratique nous a poussés à prendre la décision d'étendre la mesure de sauvegarde aux importations des couvertures friperies », a-t-il fait savoir.

Les statistiques émanant de l'ANMCC montrent que le volume d'importation a considérablement baissé, passant

de 2 400 tonnes à seulement 46 tonnes entre 2017 et 2023. Ces chiffres sont complètement différents de ceux de la douane chinoise, pour l'année 2023 où le volume des exportations des couvertures chinoises vers Madagascar est de 1 416 tonnes, faisant une différence de près de 1 400 tonnes dissimulées et déclarées sous le SH code des autres produits qui ne sont pas frappés par la taxation DAD au dédouanement comme les couvertures friperies. Barthélémy a ajouté qu'une Task force a été mise en place pour remédier à ce genre de situation. « Par ailleurs, cette

prise de décision de renforcer la mesure de sauvegarde a été suivie d'actions dont des visites de vérification auprès de différents dépôts des opérateurs dans le domaine, ce qui a conduit à la saisie d'environ 6 000 balles de couvertures », a fait savoir le DG de l'ANMCC. Il a expliqué que les biens confisqués ne pourront être récupérés qu'après que les personnes concernées règlent les frais par rapport aux produits importés, et ce avec une amende.

Filets sociaux : 1,26 million de familles vulnérables accompagnées

SERA R. | 23 MAI | LES NOUVELLES

Depuis le lancement en 2015, plus de 1,26 million de ménages vulnérables ont été soutenu par les Filets sociaux de sécurité ainsi que les Filets de sécurité et de résilience (Projet Haraton'aina), coordonnés par le ministère de la Population et des solidarités (MPS), financés par la Banque mondiale (BM) et mis en œuvre par le Fonds d'intervention pour le développement (FID). Une information partagée lors de l'atelier Sud-Sud sur les filets sociaux qui s'est tenu hier à l'Hôtel Carlton Anosy. Cet atelier d'échanges et de partages d'expériences en matière de filets de sécurité a réuni les participants venant de la République de Congo, des Îles Comores et de Madagascar.



« Plus de 80% des bénéficiaires ont lancé une activité génératrice de revenus (AGR), ce qui contribue à la création d'emplois indirects et à l'émergence d'un tissu économique local », a souligné le FID lors de cet atelier. Il a précisé que les filets sociaux ont favorisé également

l'inclusion sociale et citoyenne, car 93% des adultes bénéficiaires disposent actuellement d'une carte nationale d'identité et 72% des enfants de moins de 6 ans sont en possession d'un acte de naissance.

Les impacts en matière de santé et d'éducation ne sont pas en reste, car plus de 164 000 enfants ont bénéficié d'activités d'éveil précoce depuis 2022, si le taux de fréquentation des centres de santé avoisine les 70%. Pour l'émancipation du genre, le projet a permis aux femmes de participer activement à la prise de décision au sein du foyer et dans les affaires communautaires. En effet, 74% des bénéficiaires sont des femmes.

Plusieurs programmes de protection sociale ont été déployés depuis le lancement de « Haraton'aina » afin d'accompagner durablement les familles vulnérables vers l'autonomie. Il s'agit de l'« Asa Avotra Mirindra » ou Filets sociaux productifs dont l'objectif est d'améliorer la productivité locale et de préserver l'environnement, du « Vatsin'Ankohonana » et du « Fiavota » qui renforcent, à travers le transfert monétaire, le capital humain et favorisent la scolarisation des enfants au niveau primaire ainsi que de l'« Asa vonjy voina », une activité de réponses aux chocs pour soutenir les communautés face aux catastrophes naturelles, aux crises sanitaires et aux chocs économiques.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

